

Le Président est arrivé mercredi en Europe avec deux dossiers brûlants sous le bras: l'Ukraine et la Syrie.

# Obama resserre les rangs de l'Otan

Il y a encore quelques mois, la Maison Blanche n'avait pas fait du sommet de l'Otan qui s'ouvre ce jeudi l'une de ses priorités. Aujourd'hui, le président américain débarque au pays de Galles alors qu'il est confronté à une série de défis sans précédent sur la scène internationale. En deux jours, Barack Obama doit mobiliser ses alliés afin de tenter de répondre aux provocations répétées de Vladimir Poutine dans le conflit ukrainien. Il est aussi sous pression pour intensifier la lutte contre l'Etat islamique, après l'indignation provoquée par la deuxième décapitation d'un journaliste américain détenu par le groupe extrémiste en moins de deux semaines.

## Que peut-il faire sur le dossier ukrainien ?

L'un des objectifs de l'administration américaine est tout d'abord de rassurer les pays baltes et les pays d'Europe centrale face aux visées potentiellement expansionnistes de Poutine. Au début de l'année, Obama s'était rendu en Pologne afin de réitérer l'engagement américain à faire respecter l'article 5 de la charte de l'Otan, qui stipule qu'une attaque contre l'un des 28 Etats membres est considérée comme une attaque contre l'Alliance elle-même. Il a fait de même mercredi en Estonie dans un discours sans équivoque. «*Nous défendons toujours l'intégrité de nos alliés de l'Otan, a-t-il lancé. La défense de Tallinn, de Riga ou de Vilnius est aussi importante que la défense de Paris et de Londres.*» Le Président va en outre officiellement pousser en faveur d'une «*force de réactivité rapide*», composée de quelque

4 000 hommes, qui pourra bénéficier d'un soutien logistique dans les Etats proches de la Russie et qui effectuera des rotations dans les pays baltes. Mercredi, l'administration américaine a commenté les informations contradictoires sur un éventuel cessez-le-feu en Ukraine en soulignant en substance qu'on ne pouvait pas faire confiance à Poutine et qu'il fallait se préparer à tous les scénarios. «*Si Obama obtient une garantie de l'Otan pour défendre les voisins de l'Ukraine, alors ce sera une étape importante*, explique Eugene Rumer, spécialiste de la Russie au Carnegie Endowment for International Peace à Washington. *Poutine sera obligé d'en tenir compte.*»

## Peut-il gagner le bras de fer contre Vladimir Poutine ?

La perception de plus en plus partagée aux Etats-Unis est que le président américain n'a pas montré assez de fermeté face au leader russe. Obama, qui a condamné «*l'agression russe*» mercredi à Tallinn et a assuré que l'Amérique ne reconnaîtrait jamais l'annexion de la Crimée «*ou d'aucune autre partie de l'Ukraine*», va certes évoquer le renforcement des sanctions économiques contre Moscou, mais certains doutent de leur efficacité. «*On entend dire un peu partout que les sanctions sont les plus dures jamais mises en place*, commente Sam Brannen, un expert du Center for Strategic and International Studies qui a servi dans l'administration Obama. *Mais la réalité est qu'elles ne marchent pas. Obama a longtemps tenté de "contenir" Poutine, mais là encore, c'est un*

*échec. Il faut que le Président utilise d'autres outils, plus coercitifs, pour montrer à Poutine qu'il ne peut pas aller plus loin. Il faut établir des lignes claires à ne pas dépasser et dire ouvertement que la Russie ne peut pas toucher aux pays de l'Otan. Mais on doit également aider militairement l'Ukraine pour garantir sa souveraineté.*»

De retour de Kiev, le président démocrate de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, Robert Menendez, a interpellé publiquement la Maison Blanche en demandant l'envoi de missiles anti-chars et de systèmes de radar au régime ukrainien. Au département d'Etat, on répond que «*toutes les options sont sur la table*» et qu'elles seront discutées au pays de Galles. Et jeudi, pour la première fois de façon aussi claire, Obama a souligné que l'Otan devrait aider à renforcer les forces de défense de l'Ukraine, mais aussi de la Géorgie et de la Moldavie. Une possible porte ouverte à une plus grande militarisation du conflit, qu'Obama refusait jusqu'à présent.

## Qu'attend Obama de l'Otan ?

Depuis plusieurs jours, l'administration américaine répète que la crise ukrainienne pourrait ouvrir une «*nouvelle ère*» pour l'Alliance atlantique. Obama entend bien insister sur le fait que les développements de ces derniers mois montrent la nécessité pour chacun de renforcer l'unité de l'Otan face à une Russie qui semble prête à remettre en cause les frontières européennes de l'après-guerre. Au cœur des débats: les contributions financières européennes à l'Otan. A ce jour, les Etats-Unis assurent

75% des dépenses militaires de l'Alliance, et très peu de pays européens respectent leur engagement de consacrer 2% de leur PNB au budget de la défense. «*Cette fois, si l'on veut vraiment assurer la sécurité de la région à moyen et long terme, il faut que chacun se montre à la hauteur pour que l'on puisse tenir parole*», a déclaré mardi un officiel du département d'Etat. Le Président lui-même a précisé que tout le monde «*devait intensifier ses efforts et ses contributions*» pour faire face à la situation.

## En Syrie et en Irak, quelle stratégie face à l'Etat islamique ?

Le sujet n'est pas officiellement sur la table au pays de Galles, mais l'administration américaine aura plusieurs réunions multilatérales avec ses alliés sur la menace de plus en plus pressante que représente le groupe islamiste. Dans une conférence de presse avant son discours à Tallinn, Obama a affirmé que l'Amérique ne se laisserait pas «*intimider*». Il a appelé à la mise sur pied d'une coalition internationale et régionale pour être capable de répondre à tous les extrémismes, alors que Washington a également lancé des attaques contre les shebab en Somalie en début de semaine (*lire aussi page 9*). De nombreuses voix démocrates et républicaines se font entendre pour que le Président lance des frappes aériennes contre les jihadistes en Syrie, après qu'Obama a eu la maladresse de reconnaître la semaine dernière qu'il «*n'avait pas encore de stratégie*» pour lutter contre l'Etat islamique dans le pays de Bachar al-Assad.

De notre correspondant à New York

FABRICE ROUSSELOT